
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 18/2 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.2.56875

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Un seul militaire figure dans cet échantillon, et c'est une figure atypique, le général Winterfeldt (W. PETER). Conseiller du roi, qui favorise sa carrière, il est jaloux de ses pairs, et finalement privé de véritables commandements, avant de périr misérablement au début de la guerre de sept ans. L'auteur fait justice de certaines légendes relatives à son personnage, et nous donne un tableau intéressant de la société militaire prussienne vers 1750.

Deux contributions concernent des parents du roi – son neveu et héritier Frédéric-Guillaume (J. KUNISCH); son frère, le prince Henri (W. GEMBRUCH). Dans le cas du neveu, on touche aux limites de l'absolutisme: bien que conscient des insuffisances du prince héritier, Frédéric II ne songea pas un instant à imiter Pierre le Grand et à remettre en cause un ordre de succession qui garantit la stabilité de l'Etat. Tout au plus envisagea-t-il quelque temps d'adjoindre à son successeur une sorte de mentor, ou régent officieux, en la personne du prince Henri. Mais il comprit vite l'inanité d'une telle formule – et cela d'autant mieux qu'il s'était brouillé avec Henri.

Le destin de ce dernier est assurément celui qui laisse la plus grande impression de gâchis et d'amertume: aussi doué qu'on peut l'être, le plus jeune frère de Frédéric fut sacrifié à une conception exclusive de l'Etat, qui ne reconnaissait aux princes du sang aucune fonction particulière. Malgré des services militaires éclatants pendant la guerre de sept ans, malgré des succès diplomatiques à Petersbourg en 1776, le prince, assez frondeur il est vrai, dut le plus souvent se morfondre dans sa retraite de Rheinsberg. Même la mort de Frédéric ne lui rendit pas d'influence véritable, sauf brièvement lors de la paix de Bâle. La postérité ne fut d'ailleurs guère plus aimable, sa francophilie le desservant auprès des historiens allemands du XIX^e siècle.

On ne saurait enfin traiter de l'entourage de Frédéric sans citer Voltaire. U. MUHLACK ne reprend pas le récit bien connu des relations du roi et du philosophe, mais s'efforce de montrer comment, s'influençant l'un l'autre, ils conservent cependant des préoccupations très différentes. Comparant leurs œuvres d'historiens, surtout »Le siècle de Louis XIV« et les »Mémoires pour servir à l'histoire de Brandebourg«, composés l'un et l'autre dans les années 1740, à l'époque où la relation intellectuelle entre les deux hommes est la plus intense, il montre bien que, si Frédéric professe hautement certains articles du dogme voltairien (histoire de la civilisation plutôt que celle des guerres et des événements politiques), ses intérêts véritables sont très différents: acteur de la politique et de la diplomatie, il raisonne toujours en fonction de cette expérience, et à partir du point de vue de l'Etat. L'auteur exagère d'ailleurs peut-être à cet égard l'opposition entre Voltaire et Frédéric: le premier ne doit pas non plus être toujours pris à la lettre, et l'on sait comme il fut sensible au prestige des héros, voire tenté lui-même par l'action politique.

Les articles variés que ce volume réunit offrent ainsi des perspectives intéressantes sur plusieurs facettes de la monarchie fédéricienne. Selon la formule habituelle de cette collection, il s'agit moins d'apporter du nouveau que de proposer des mises au point (fort stimulantes en général) à partir d'un état des questions et d'une discussion de la bibliographie. C'est souvent très agréable à lire, et bien commode pour le lecteur (français en particulier) qui n'a pas forcément le temps de pratiquer à fond les historiens allemands du XIX^e siècle.

Michel KERAUTRET, Paris

Horst MÖLLER, Fürstenstaat oder Bürgernation: Deutschland 1763–1815, Berlin (Siedler Verlag) 1989, 752 p. (Die Deutschen und ihre Nation) (Siedler Deutsche Geschichte).

L'année même de son entrée en fonctions comme directeur de l'Institut Historique Allemand de Paris, Horst Möller nous gratifie d'un volumineux ouvrage, abondamment illustré, dans lequel il expose sa vision de l'histoire allemande entre 1763 et 1815. On rappellera, surtout au

lecteur français, que ce livre constitue le premier tome d'une collection: »Die Deutschen und ihre Nation« qui en comprendra six¹.

Le titre de l'ouvrage indique déjà la problématique de celui-ci. L'évolution qu'a connue l'Allemagne entre 1763 et 1815, a-t-elle abouti à faire de celle-ci, une association de Princes ou une nation de citoyens? Question que le lecteur peut être amené à poser de la façon suivante: comment l'Allemagne est-elle parvenue à pouvoir être considérée comme une nation, comme un agglomérat d'états princiers peuplés non plus de sujets mais de citoyens? Il est visible que l'auteur, en choisissant le titre de son ouvrage, avait à l'esprit l'acte constitutif de la Confédération germanique qui, en son article premier, définit celle-ci comme une association perpétuelle de princes et de villes libres et prévoit, en son article 13, que »dans tous les états de la Confédération, il y aura une constitution«, moyen qui peut ouvrir aux citoyens la perspective de participer à la gestion des affaires publiques. Quoi qu'il en soit, deux thèmes sont donc traités ici: la naissance d'un sentiment national propre à l'ensemble des Allemands, les débuts de l'accès de ceux-ci à la citoyenneté dans le cadre du particularisme de l'état monarchique.

Hardiment, Horst Möller a voulu démontrer que, dans l'histoire du monde germanique, la période s'écoulant entre la fin de la guerre de Sept Ans et les traités de Vienne pouvait être considérée comme formant un tout. Il pose en postulat que, pour l'histoire allemande, l'année 1789 ne peut pas être considérée comme une coupure. On ne saurait que l'approuver, en effet si l'on excepte ce qui s'est passé dans les pays de la rive gauche du Rhin, entre le traité de Campo-Formio (17 octobre 1796) et la paix de Lunéville (9 février 1801), il fallut bien attendre Napoléon pour que l'Allemagne, par la voie des réformes, véritable »révolution par en haut«, puisse bénéficier d'un certain nombre des acquis de la Révolution. L'on ne peut, à ce propos, s'empêcher de penser au mot de Thomas Nipperdey »Im Anfang war Napoleon«², ce qui n'interdit pas de se demander si la domination napoléonienne s'est inscrite, pour l'Allemagne, sous le signe de la rupture avec ce qui existait avant, ou sous celui de la continuité. Pour beaucoup d'Allemands, en effet, nombre de réformes provoquées par la domination napoléonienne semblaient s'inscrire dans la tradition de l'absolutisme éclairé, une preuve de plus que 1789 ne constitue pas, dans l'histoire de l'Allemagne, une rupture comme dans celle de la France. Mais l'auteur ne se borne pas à rappeler cette vérité d'évidence et, tout au long de son ouvrage, on le sent préoccupé par l'idée des relations complexes établies entre le mouvement de réformes engendré par l'absolutisme éclairé, et la volonté de réformer qui anime la vie de bien des états allemands à l'ère napoléonienne et après. L'importance accordée à la manière dont s'exerça l'influence de la Révolution sur l'Allemagne témoigne aussi du souci de l'auteur, visible d'un bout à l'autre de l'ouvrage, de ne pas isoler arbitrairement l'histoire de l'Allemagne de celle de l'Europe.

L'ouvrage se divise en neuf grandes parties qui ambitionnent de décrire la dernière phase de l'existence du Saint-Empire. La première, qualifiée d'ailleurs d'introduction, est consacrée au dualisme austro-prussien. Certes, il est certain que l'histoire tumultueuse des relations entre les deux plus grands états domine, depuis le milieu du 18^e siècle et jusqu'en 1866, l'histoire du monde germanique, sauf précisément à l'époque napoléonienne, il est, de-même, certain qu'elle a introduit un très grave facteur de division au sein du monde germanique, mais ce n'est pas chercher une mauvaise querelle à l'auteur que de lui dire qu'il aurait pu, peut-être, dans ce chapitre et dans le reste du livre, faire une place plus large au »deutsche Trias«³, à cette »troisième Allemagne«, celle des autres états que la France a soutenue contre l'Empereur, au

1 Sont déjà parus, dans cette collection, les tomes 2, 3 et 4: Heinrich LUTZ, *Zwischen Habsburg und Preußen: Deutschland 1815–1866*, 1985; Michael STÜRMER, *Das ruhelose Reich: Deutschland 1866–1918*, 1983; Hagen SCHULZ, *Weimar: Deutschland 1917–1933*, 1982.

2 Thomas NIPPERDEY, *Deutsche Geschichte, 1800–1806, Bürgerwelt und starker Staat*, München 1983. Thomas Nipperdey met surtout l'accent sur l'aspect »rupture«. Cf. le titre du premier chapitre de son livre: »Der große Umbruch. Das Ende des Reiches. Deutschland unter der Herrschaft Napoleons«?

3 Peter BURG, *Die Deutsche Trias in Idee und Wirklichkeit, Vom alten Reich zum deutschen Zollverein*, (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, Bd. 136), Wiesbaden–Stuttgart 1989.

moins jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-autrichienne, celle que la Prusse chercha à organiser contre l'Autriche au moment du Fürstenbund de 1785, celle de la Confédération du Rhin napoléonienne qui, ne l'oublions pas, finit par englober tous les états encore indépendants, à l'exception précisément des deux »grands«, la Prusse et l'Autriche, bref cette Allemagne dont, après 1815, chacune de ces puissances a cherché à s'attirer les faveurs afin de mieux combattre l'influence de l'autre et de réaliser l'unité sous son égide, à partir du moment où le mouvement vers l'unification est apparu inéluctable.

Posant ensuite la question »Wo liegt die deutsche Nation?«, H. M. expose comment, malgré les divisions et les rivalités politiques, s'est formée, dans la conscience des Allemands cultivés, le sentiment, qu'il existait une spécificité allemande dans l'Europe des Lumières, première manifestation d'un sentiment national. Certes, comme dans tous les états d'Europe, un esprit national s'était développé tout au long du siècle, au sein de chacun des grands états allemands en raison de la politique des souverains qui s'efforçaient de soumettre les différentes provinces de leurs états à une véritable »Gleichschaltung«, en raison aussi des rivalités voire des guerres qui n'avaient cessé d'opposer les princes allemands les uns aux autres et qui avaient fini par insuffler à leurs sujets respectifs le sentiment de la solidarité qui pouvait les unir et qui reposait sur la défiance ou l'hostilité envers leurs voisins. Dans le même temps et transcendant les divisions politiques, se constituait dans le domaine intellectuel un fonds d'idées communes dans lequel s'identifiait la nation allemande. Deux courants contradictoires traversaient donc le monde germanique: l'un poussant les états à se dresser les uns contre les autres, l'autre tendant à donner aux Allemands la conscience de ce qui les unissait par delà les frontières qui les séparaient encore. Bref, on regrettera que la Kleinstaaterei, que les populations, dans l'ensemble, ne détestaient pas, n'ait pas trouvé une place plus large dans ce remarquable ouvrage, même si l'auteur met bien en évidence, dans un autre chapitre, toute l'importance historique de la »Flurreinigung« qui a accompagné les guerres révolutionnaires et napoléoniennes avant d'être confirmée par le congrès de Vienne.

L'auteur présente ensuite la diversité du monde germanique et d'abord ce que l'on appelle conventionnellement les structures sociales. Il faut l'en féliciter car le sujet même de son livre aurait pu le pousser à privilégier de façon outrancière les problèmes politiques, même s'il leur donne la préférence. C'est pour lui l'occasion d'exposer les origines, les aspects et les conséquences de l'évolution démographique et d'analyser les multiples facettes d'une société qui reste, en grande partie, une société à ordres. Les concepts de noblesse, de bourgeoisie, de paysannerie sont analysés en détail et l'on s'aperçoit, ce qui n'est pas pour surprendre, que, comme ailleurs, aucun de ces groupes ne peut être considéré comme formant un bloc monolithique et que son hétérogénéité tient à des facteurs juridiques, sociaux et économiques.

Dans une troisième partie H. M. étudie non pas l'économie du monde germanique, mais les types d'économies qui coexistaient et s'opposaient alors, ainsi que le rôle de l'Etat. Il expose tout d'abord la lente dissolution de ce qu'il appelle »das ganze Haus«, expression dont la moins mauvaise traduction en français serait, sans doute, »économie fermée« c'est-à-dire autarcie domestique ou auto-suffisance par rapport à l'économie ouverte ou économie de marché. Peut-être aurait-il pu marquer plus nettement l'ancienneté du départ d'une évolution dont l'origine remonte au moins à six siècles en arrière. A vrai dire, le vrai problème n'est-il pas de savoir quelle est, à la fin du 18^e siècle, l'importance de ces exploitations agricoles dont l'essentiel de la production sert à nourrir une famille et celle de la main-d'œuvre qu'elles emploient, par rapport à celles dont la production est engagée dans l'économie de marché, c'est-à-dire dans l'économie capitaliste. Ce problème des rapports entre les entreprises de type ancien et celles de type moderne vaut d'ailleurs aussi pour celles qui se consacrent à l'industrie ou au commerce.

Pour ma part, j'aurais traité, tout de suite après ces considérations d'ordre général, l'ensemble des problèmes agricoles, c'est-à-dire celui des subsistances, des rapports entre la production et les besoins, celui de la modernisation et des transformations que certains

désignent sous le nom de «révolution agricole». Certes, les transformations sont peut-être plus spectaculaires dans le commerce et l'industrie, il n'en demeure pas moins que, pendant longtemps encore, l'agriculture sera le secteur de l'économie occupant de loin le plus grand nombre d'hommes et que le grand problème social de l'Ancien Régime est celui des rapports entre paysans et «seigneurs», soit dans le cadre de la Grundherrschaft soit dans celui de la Gutsherrschaft. Certes, on ne saurait nier l'existence de conflits à l'intérieur du système des corporations (H. M. leur consacre avec juste raison tout un chapitre), mais il faut bien admettre qu'ils touchent infiniment moins de gens.

H. M. expose clairement que ce phénomène de l'existence simultanée de deux secteurs, l'un archaïque, l'autre engagé dans un processus de modernisation, se rencontrait également dans le domaine de l'industrie et dans celui du commerce. Il était évidemment facteur de tensions (cf. le passage, déjà signalé, sur les «Gesellenunruhen» qui ébranlent le vieux régime des corporations de métiers, c'est à dire tout un système d'organisation du travail remis en cause par les manufactures). L'auteur marque bien les limites de la révolution industrielle. Son étude du Verlagssystem montre à l'évidence que l'économie est encore dominée par le marchand et que l'on ne peut parler de victoire de la «révolution industrielle» que lorsque le fabricant est parvenu à asseoir sa position face à celle du grand commerçant, en attendant que s'affirme un troisième personnage: le banquier.

L'auteur étudie également les théories et les mises en pratiques économiques qui alors s'affrontaient: mercantilisme et caméralisme assez intimement liés à la politique des Etats, physiocratie et libéralisme économique qui faisaient une part plus large à l'économie des particuliers.

Une quatrième partie est consacrée aux problèmes institutionnels qui se posaient alors dans le Saint-Empire. C'est pour l'auteur l'occasion de rappeler la faiblesse des institutions: l'Empereur, le conseil aulique d'Empire, la chancellerie d'Empire, la cour de justice impériale de Wetzlar, la diète de Ratisbonne. En fait, il s'agit moins peut-être d'une faiblesse que d'une inadaptation dont ces institutions sont accusées par tous les historiens et qui, pour beaucoup d'entre eux, est congénitale. Pourtant, ces institutions ont tenu jusqu'en 1806 et encore a-t-il fallu que le coup fatal leur fût porté par les initiatives napoléoniennes.

L'auteur présente très clairement le double dualisme fauteur de tensions qui existe au sein du monde germanique: dualisme au sein de beaucoup d'états territoriaux, entre le prince et les états (Stände) là où il en existe, dualisme au sommet entre le Reich et les états qui le composent. Pour H. M. le conflit entre tradition et réformes se déroule au sein du système absolutiste «éclairé» ou non. Avec raison, il est montré que l'absolutisme avait ses limites et n'était pas aussi «absolutiste» que certaines études antérieures l'avaient établi, ce qui est évident au moins dans les états où il existait une sorte de répartition entre le souverain et les Stände. H. M. expose clairement, en choisissant comme exemple, Marie-Thérèse, Frédéric II les contradictions de l'absolutisme éclairé surtout dans le domaine de la pratique gouvernementale. L'auteur ne cherche pas à cacher ses sympathies pour Frédéric le Grand. Il est dommage qu'une place plus importante n'ait pas été faite à l'étude de l'absolutisme éclairé dans les états moyens, par exemple dans le margraviat de Bade, ou dans certains états ecclésiastiques comme les électors rhénans où, dans bien des domaines, l'on assista à des transformations aussi profondes que chez les Habsbourg de Vienne ou en Prusse.

Le cinquième chapitre est consacré à l'Aufklärung allemande. Qui était plus qualifié pour traiter le sujet que l'auteur de «Aufklärung in Preußen. Der Verleger, Publizist und Geschichtsschreiber Friedrich Nicolai» (1974) et de «Vernunft und Kritik. Deutsche Aufklärung im 17. und 18. Jahrhundert» (1986, 2. Auflage, 1989)? L'on s'aperçoit à le lire que la meilleure traduction en français de «Aufklärung» est «mouvement des Lumières», car il ne s'agit pas de quelque chose d'immobile. Il est bien montré que le mouvement n'est pas a priori antireligieux et qu'il est fondamentalement tourné vers les réformes dans tous les domaines. Avec raison, il est insisté sur l'intérêt porté aux problèmes d'instruction et d'éducation. Möller

montre bien qu'en ce domaine, la formule imaginée par Roland Mousnier: »Les techniques de l'amélioration humaine« demeure tout à fait adéquate⁴. L'auteur insiste sur les multiples facettes de l'Aufklärung: une Aufklärung princière avec Frédéric II et son entourage, une Aufklärung bourgeoise. Peut-être une place plus large eût-elle dû être faite à la rénovation de certaines universités, comme celle de Mayence, à la création de nouvelles universités, Göttingen, mais aussi Bonn que l'archevêque-électeur Max-Franz, le plus jeune fils de Marie-Thérèse, ouvre pour faire pièce à la bigotte université de Cologne?

Une autre partie du livre est consacrée aux problèmes dits culturels comme l'indique son titre: »Höfische und bürgerliche Kultur: vom Barock zur Romantik«, et se propose d'étudier les différents aspects de la vie intellectuelle. C'est l'occasion pour l'auteur d'étudier les goûts du public et la manière dont ils se manifestent, dans les châteaux et les parcs, les demeures »bourgeoises« et les jardins. Un très long et très intéressant développement est consacré à la musique avec, comme pour les autres formes de l'art, le souci de montrer que les œuvres de l'esprit sont le reflet exact des sensibilités. On retiendra l'étude consacrée à la genèse du romantisme. Un seul regret pour ce chapitre: le manque de comparaisons plus nombreuses avec le reste de l'Europe. Ainsi le lecteur risque de ne pas accorder l'importance qu'elle mérite à la réaction »anti-française« qui se produit dans la littérature allemande. Au contraire, n'assiste-t-on pas, à l'époque, à une certaine invasion de la France par la littérature allemande comme le prouve la traduction de »Werther« en 1777? L'extraordinaire floraison de la littérature et de la philosophie allemandes constitua bien un des fondements de l'éveil du sentiment national allemand et H. M. a eu raison de le rappeler.

L'auteur, dans une septième partie, étudie l'influence de la Révolution française sur l'Allemagne. C'est l'occasion pour lui de tordre le cou à la légende de la »non-politisation« des Allemands, alors que le développement de l'ordre des Illuminés, des Roses-Croix, des loges maçonniques prouve précisément le contraire. H. M. insiste avec raison sur les jugements portés sur la Révolution par les intellectuels allemands et montre bien que s'ils en réprovent assez rapidement les méthodes, ils n'en sont pas moins convaincus de la valeur de certains de ses objectifs, notamment de tout ce qui peut mettre fin à l'absolutisme, le tout étant de savoir quelle voie il faut privilégier: celle de la réforme, ou celle de la révolution.

Personnellement, nous avons lu avec beaucoup de plaisir tout ce qui est consacré à l'époque napoléonienne, c'est-à-dire à l'influence, sur le Saint-Empire et sur les états souverains, de la politique suivie par Napoléon. La simplification de la carte politique de l'Allemagne, les conséquences de l'abaissement momentané de l'Autriche et de la Prusse, la fin du Saint-Empire, la »révolution par en haut« qui s'opère dans certains états de la Confédération du Rhin et en Prusse, les conséquences des guerres incessantes sont très bien exposées. Les analogies que les Allemands ont pu relever entre les réformes de l'époque de l'absolutisme éclairé et celles de l'ère de la domination napoléonienne sont clairement mises en lumière. On regrettera, toutefois, que l'auteur n'ait pas accordé plus d'importance au Blocus continental et à ses diverses conséquences: c'est pourtant lui qui montrera aux Allemands les avantages que peut procurer à l'économie la constitution d'un vaste marché intérieur solidement protégé par des barrières protectionnistes. Il est bien montré que les souverains surent habilement utiliser les guerres de Libération pour conserver leur pouvoir sur leurs peuples.

Dans la dernière partie, l'auteur expose comment, en 1815, la nouvelle Allemagne, celle de la Confédération germanique, a été intégrée dans le nouvel ordre européen reposant sur les deux principes de légitimité et d'équilibre institués par le congrès de Vienne. Comme on l'a indiqué au début de ce compte-rendu, il s'applique à montrer que, pour les Allemands, le grand problème va être d'utiliser les moyens mis à leur disposition par l'Acte final pour s'engager

⁴ Dans Roland MOUSNIER et Ernest LABROUSSE, *Le XVIII^e siècle. Révolution intellectuelle, technique et politique (1715-1815)*, Histoire générale des Civilisations, publiée sous la direction de Maurice CROUZET, t. V, Paris 1953, p. 138.

dans la voie du constitutionnalisme et de l'accession du plus grand nombre à la citoyenneté, pour l'Allemagne ceux posés par la rivalité austro-prussienne et l'existence d'une »troisième« Allemagne qui entend bien ne pas se laisser absorber par l'une ou l'autre des deux grandes puissances.

Il serait injuste de ne pas rendre compte de la richesse de l'illustration. Presqu'à chaque page est exposé un document (portrait, caricature, fac-similé, etc.) toujours accompagné d'un commentaire explicatif, en rapport direct avec le texte de l'auteur et non pas, comme cela arrive trop souvent, placé n'importe où en guise d'ornement. Une liste des sources, une bibliographie générale et une bibliographie particulière pour chacune des neuf parties du livre, de même qu'un lexique des noms de personnes complètent l'ouvrage qui, comme tous les bons livres, vaut autant par l'information qu'il apporte que par les questions qu'il appelle, que par les discussions qu'il ne manquera pas de susciter et, pour toutes ces raisons, mérite de figurer parmi ceux qu'il serait dommage de ne pas avoir lus.

Roger DUFRAISSE, Paris

DUC DE CASTRIES, *Mirabeau ou l'échec du destin*, Paris (Fayard) 1986, 595 S.

Trotz beachtlicher Erfolge der methoden- und problembewußten »Nouvelle Histoire«, der die nationalen Bildungshüter in der »Académie française« nur verzögert mit der Zuwahl Fernand Braudels (1984) Tribut gezollt haben, erfreuen sich schlicht erzählende Ereignisgeschichten und Biographien beim allgemeinen französischen Lesepublikum offenbar ungebrochener Beliebtheit. Als namhafter Vertreter dieser populären Historiographie ist der Herzog de Castries, Autor eines Dutzend umfangreicher Werke über die alte Monarchie und mindestens ebenso vieler Biographien großer Männer und Frauen von Henri IV. bis Mlle de Lespinasse, bereits 1972 unter die Vierzig Unsterblichen aufgenommen worden. Bei der vorliegenden Kostprobe aus dieser reichen Produktion handelt es sich um eine Monographie von 1960, die – unbeirrt von der neueren Forschung – rechtzeitig zum Bicentenaire der Französischen Revolution unverändert nachgedruckt worden ist.

Die Stärken der Darstellung liegen auf der Hand: die allgemeine Belesenheit des Vf. sorgt für klare Grundlinien; sein Privatarchiv mit zahlreichen unedierten Briefen und seine gute Kenntnis gedruckter und ungedruckter Quellen (im Anhang ein Verzeichnis des Mirabeau-Nachlasses in der Bibliothèque Arbaud zu Aix-en-Provence) liefern eine Fülle interessanter, teils unbekannter Zitate; seine Herkunft erleichterte ihm das Verständnis seines adeligen Helden; sein stilistisches Geschick weiß den umfangreichen Stoff unterhaltsam und lesbar zu präsentieren. So ist ein chronologisch aufgebautes, detailreiches Lebensbild mit manchen anregenden Passagen entstanden: bemerkenswert zunächst die späte Nobilitierung der dann so adelsstolzen Familie Mirabeau, deren Wahlrechtsanspruch 1789 abgelehnt wird, so daß Gabriel-Honoré sich in Aix vom Dritten Stand in die Generalstände wählen lassen muß. Frappierend dann einerseits die dauernden Rechtsverstöße, die in jeder Hinsicht rücksichtslose Verschwendungssucht und Liebestollheit des jungen Grafen (seine erotischen Schriften eröffnen nicht von ungefähr die Reihe »L'Enfer de la Bibliothèque nationale«, 1984), andererseits die Selbstverständlichkeit, mit der sein berühmter Vater, der physiokratische »Ami des hommes«, gegen ihn und andere Familienangehörige bei jeder Gelegenheit »lettres de cachet« erhält, ja diese als Blankovollmachten beantragt, bis der Minister Maurepas 1781 explodiert: »Das macht inzwischen sechzig Haftbriefe für die Familie Mirabeau. Man bräuchte einen Staatssekretär für sie allein ... Der Vater denkt wohl, ich erledige seine Geschäfte. Sind diese endlosen Skandale dieser Familie nicht eine Schande? Der König will davon nichts mehr hören.« (S. 157) Aufschlußreich ferner die Verbindungen des rettungslos verschuldeten Grafen zu Bankierskreisen und Schriftstellern des politischen Untergrunds in